

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 19 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12 mars 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EXCOFFIER RECYCLAGE - (DECHETTERIE PRO)

91 rue des Eglantiers
73230 Saint-Alban-Leysse

Références : 20240312-RAP-ExcoffierRecyclage-InspectionPPC
Code AIOT : 0003200726

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 mars 2024 dans l'établissement EXCOFFIER RECYCLAGE - (DECHETTERIE PRO) implanté 91 rue des Eglantiers 73230 Saint-Alban-Leysse. L'inspection a été annoncée le 08/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXCOFFIER RECYCLAGE - (DECHETTERIE PRO)
- 91 rue des Eglantiers 73230 Saint-Alban-Leysse
- Code AIOT : 0003200726
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EXCOFFIER RECYCLAGE, dont le siège social est située à Villy-le-Pelloux (74), exploite à Saint-Alban-Leysse, des installations classées de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux

et non dangereux, relevant du régime de l'autorisation, en particulier sous les rubriques suivantes :

- 2718-1 (A) : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.

La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t

- 3510 (A) : Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, s'agissant du mélange et du reconditionnement des déchets dangereux prévus au titre de la rubrique 2718 ;

- 3550 (A) : Stockage temporaire de déchets dangereux avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, s'agissant notamment du stockage des déchets dangereux prévus au titre de la rubrique 2718.

Le site bénéficie pour cela d'un arrêté préfectoral du 21 décembre 2022.

L'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôles.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 6.6.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 6.7.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Préventions nuisances sonores, vibrations, émissions lumineuses	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 5.1.5	Sans objet
4	Dispositions spécifiques à la gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 7.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater le non-respect de certaines prescriptions techniques applicables à l'établissement EXCOFFIER RECYCLAGE, notamment concernant les besoins en eau d'extinction incendie et l'absence d'un dispositif complémentaire de rétention de ces effluents.

Dans ces conditions, nous proposons, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société EXCOFFIER RECYCLAGE, représentée par son Président, Monsieur François EXCOFFIER, de mettre en conformité son site de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux et non dangereux, avec les dispositions des articles 6.6.2.3 et 6.7.1 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2022, selon les modalités énoncées ci-après :

« La société EXCOFFIER RECYCLAGE est mise en demeure de réaliser les actions suivantes sous un

délai de 3 mois :

- faire application de l'article 6.6.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2022 précité, en faisant installer une réserve d'eau ou toute autre solution équivalente d'un volume complémentaire de 180 m³ ;
- faire application de l'article 6.7.1 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2022 précité, en faisant installer une rétention complémentaire d'un volume de 407 m³, afin de disposer d'une capacité totale requise de 630 m³. Ceci permettra de confiner intégralement les eaux d'extinction d'incendie sur le site, et de pouvoir ainsi les faire éliminer en tant que déchets en cas de sinistre ;

L'exploitant veillera à transmettre, sous un délai de 15 jours, ses observations sur le projet de mise en demeure, joint au présent rapport.

Par ailleurs, concernant la thématique bruit, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit veiller à faire respecter les instructions concernant le chargement/déchargement des déchets métalliques.

Le plaignant s'étant manifesté à nouveau par téléphone courant du mois de février 2024, nous proposons de lui faire part des conclusions du dernier rapport bruit du 4 avril 2023.

Enfin, nous demandons à l'exploitant de transmettre, sous un délai de 1 mois, sa procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité.

2-4) Fiches de constats

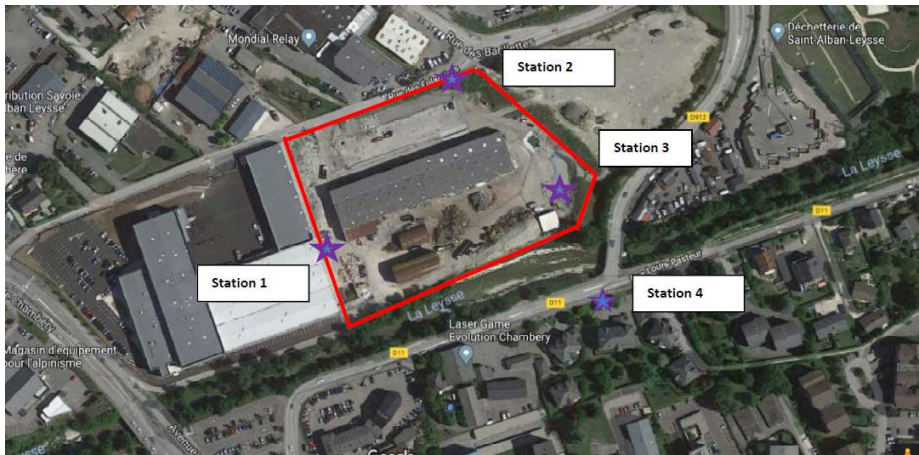
N° 1 : Préventions nuisances sonores, vibrations, émissions lumineuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 5.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage et manipulation des déchets de métaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 22/09/2023
Prescription contrôlée : <p>Mise en place effective des alvéoles prévues par l'article 5.1.5 de l'AP du 21/12/2022.</p> <p>L'exploitant met en place sous un délai de 3 mois, au niveau de l'aire de tri et transit des déchets métalliques concernés, des alvéoles de 4 mètres de haut sur 3 façades pour limiter l'impact sonore et visuel.</p>
Constats : <p>Il a été constaté que l'exploitant a mis en place 5 alvéoles de 4 m de haut sur 3 façades, au niveau de l'aire de stockage et manipulation des déchets métalliques, ceci afin de différencier les différentes natures de déchets métalliques (alu, alu-carter, fonte...). Deux autres alvéoles ont été créées pour accueillir les cartons et les pares-choc.</p> <p>Cette action contribue également à limiter les nuisances sonores et visuelles dues à la manipulation des déchets métalliques. Pour rappel, une plainte bruit d'un riverain a été réceptionnée dans nos services le 20 octobre 2022, qui faisait part de nuisances sonores dues à l'activité de tri, transit regroupement des déchets métalliques (déversement des bennes de camions au sol, chargements et déchargements bruyants, bruits de crissement...).</p> <p>L'exploitant avait précisé qu'une note de service a été diffusée auprès de ses agents pour limiter le</p>

bruit lors du tri, chargement et déchargement des déchets métalliques, dont les actions consistent à privilégier le déchargement et chargement des déchets métalliques l'après-midi. Cette plainte avait été traitée dans le rapport de clôture de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale du 23 novembre 2022.

Depuis, l'exploitant a fait réaliser par SAGE ENVIRONNEMENT de nouvelles mesures acoustiques le 4 avril 2023. Les mesures ont été réalisées sur 3 points en limite de propriété et sur un point situé en zone à émergence réglementée (ZER) du côté résidentiel :

- point n° 1 : côté Ouest du site
- point n°2 : côté Nord-Est du site
- point n°3 : côté Sud-Est du site
- point n°4 : situé en ZER (zone résidentielle, type immeuble)



Ce dernier rapport bruit montre la conformité des activités du site par rapport à la réglementation bruit. En effet, l'émergence mesurée est de 2,1dB(A) pour un seuil réglementaire fixé à 5dB(A) par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Observations :

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit veiller à faire respecter les instructions concernant le chargement/déchargement des déchets métalliques.
Le plaignant s'étant manifesté à nouveau par téléphone courant du mois de février 2024, nous proposons de lui faire part des conclusions du dernier rapport bruit du 4 avril 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 6.6.2.3
Thème : Risques chroniques, moyens externes de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 22/09/2023
Prescription contrôlée : <p>Pour assurer la défense contre l'incendie des installations du site « bâtiment principal d'exploitation (hall + auvent) », les besoins en eau précédemment définis doivent être disponibles</p>

<p>pendant un minimum de 2 h soit 480 m³.</p> <p>Les moyens externes de lutte contre l'incendie sont constitués :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'au moins un poteau incendie, implanté à l'entrée du site, qui assure un débit de 150 m³/h soit 300 m³ disponibles pendant 2 h. Il est conforme aux normes AFNOR NF S 62-200, NF S 61-211 et NF S 61-213, • d'autres poteaux incendie sont présents aux alentours du site, dont un second à moins de 100 dont le débit reste alimenté par le même réseau que le premier poteau incendie. • d'une réserve d'eau ou toute autre solution équivalente en place sur le site d'un volume complémentaire de 180 m³ a minima. <p>L'exploitant s'assure régulièrement, auprès des entités responsables, de la conformité, du bon entretien et du bon fonctionnement de ces équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 12 mars 2024, il a été constaté que la réserve d'eau ou toute autre solution équivalente à mettre en place sur le site d'un volume complémentaire de 180 m³ a minima, n'était toujours pas opérationnel. Ainsi, les besoins en eau d'extinction incendie requis ne sont pas atteints.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Nous proposons de mettre en demeure l'exploitant de faire application de l'article 6.6.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2022 précité, en faisant installer une réserve d'eau ou toute autre solution équivalente d'un volume complémentaire de 180 m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Prévention des risques technologiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 6.71</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention et confinement des eaux d'extinction</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 22/09/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

« L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

« Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement est réalisé par :

les bassins d'orage et réseaux du site permettent de recueillir un volume total maximal estimé à 223 m³. Chacun de ces dispositifs est isolé par une vanne barrage en aval du séparateur à hydrocarbures auquel il est relié, par une rétention complémentaire d'un volume de 407 m³, réalisée en modifiant le bassin d'infiltration situé au niveau de la zone Nord-Est..

Le dispositif de confinement étanche aux produits collectés a une capacité totale de 630 m³. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé par l'exploitant qui a calculé la somme :

du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,

du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;

du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

Lors de l'inspection du 12 mars 2024, il a été constaté que la rétention complémentaire requise de 407 m³ n'est toujours pas installée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Nous proposons de mettre en demeure l'exploitant de faire application de l'article 6.71 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2022 précité, en faisant installer une rétention complémentaire d'un volume de 407 m³, afin de disposer d'une capacité totale requise de 630 m³. Ceci permettra de confiner intégralement les eaux d'extinction d'incendie sur le site, et de pouvoir ainsi les faire éliminer en

tant que déchets en cas de sinistre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Dispositions spécifiques à la gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 7.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Portique de détection des déchets radioactifs
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 22/09/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrants (et sortants) et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs. Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.</p> <p>La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement par un organisme dûment habilité. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.</p> <p>A l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle radiologique.</p> <p>En cas de détection de déchets radioactifs :</p> <p>L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir.</p> <p>Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place.</p> <p>En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries.</p> <p>L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiamètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément.</p> <p>La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive ou à demander à l'Andra de venir prendre en charge le déchet.</p>

En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes.

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

Constats :

Il a été constaté que l'établissement est désormais équipé d'un système de détection de la radioactivité pour le contrôle systématique des déchets entrants. L'exploitant a précisé que le dispositif a été mis en place par la société AM2C courant 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Nous demandons à l'exploitant de transmettre, sous un délai de 1 mois, sa procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité.

Type de suites proposées : Sans suite